

**22 février 1970, Montréal**

**Dîner-bénéfice de l'Union nationale**

Je suis heureux de vous retrouver, toujours en plus grand nombre, à ce rendez-vous de la démocratie. Votre participation massive à ces dîners-bénéfices de Montréal et de Québec est plus éloquente que tous les discours sur le financement des partis. Il n'y a pas de liberté véritable pour un mouvement politique sans une autonomie de financement, sans la contribution volontaire et directe des militants de base aux ressources du parti. Ce sont les mêmes ici qui offrent leur argent et leurs énergies, qui soutiennent leurs idées de leurs deniers. C'est ça qui fait la force de l'Union Nationale, c'est ça qui démontre combien notre parti est enraciné dans le peuple du Québec. Merci à tous pour votre support financier, mais surtout, merci de venir nous rendre le témoignage de votre accord avec les principes que nous défendons. Car si votre argent nous est indispensable pour maintenir nos services de secrétariat à Montréal et à Québec, à préparer des assises, à diffuser nos idées, plus indispensables encore nous sont vos opinions, vos efforts.

Dans quelques semaines nous nous retrouverons ici même pour fixer ensemble les objectifs d'un nouveau Québec, les lignes de force de notre politique, les étapes de notre progrès. Ensemble nous dresserons le programme du parti pour la prochaine décennie qui, je ne crains pas de l'affirmer, sera la plus importante de l'histoire du Québec. Demain se prendront des options définitives, demain se livreront au niveau des idées, des combats décisifs. Québec devra affirmer dans les mois à venir où se situe sa volonté de vivre. Et cela non seulement sur le plan constitutionnel, mais dans toute son orientation économique et sociale.

Dans ce débat, nous voulons, nous de l'Union Nationale, offrir des solutions claires et sans équivoque. C'est ce que nous avons fait en 1965 quand se sont tenues les premières grandes assises du parti, ces assises qui ont donné naissance au programme de 1966. Ensemble parlementaires et délégués, représentants des corps intermédiaires et spécialistes de toutes disciplines, nous avons recherché et défini les objectifs du Québec et nous les avons consignés dans ce qui est devenu notre plan d'action.

Ce plan d'action, le peuple du Québec lui donna sa ratification aux élections qui suivirent. Combien d'inconscience a-t-il fallu à nos adversaires pour s'imaginer et clamer que notre victoire de 1966 fut accidentelle! Nous étions les seuls à offrir aux électeurs du Québec un programme précis, calqué sur la réalité québécoise. Nous étions les seuls à présenter une pensée organisée, à proposer des mesures bien étudiées, bien pensées. La preuve éclate quand on voit ce que fut l'opposition. Même si notre majorité parlementaire était mince, jamais nos adversaires ne purent se ressaisir, jamais ils ne purent trouver dans leurs rangs l'unité de pensée qui aurait pu leur permettre de constituer une opposition véritable. Alors que dans l'opposition un parti politique a toutes les chances de se réformer, de retourner aux sources, de se redéfinir, de réfléchir, le parti libéral s'est effrité, le parti libéral s'est écroulé.

On a vu disparaître l'un après l'autre tous ceux qui, dans le mirage des années '60 avaient fait illusion. Les derniers survivants de ce naufrage tentent maintenant de se regrouper derrière un théoricien, mais il leur manquera toujours ce qui leur manqua en 1966, le véritable

contact avec le peuple, la connaissance profonde des aspirations du peuple, que l'on ne trouve ni dans les livres d'économie, ni dans l'antichambre des grands financiers, ni dans les couloirs du parlement fédéral. Quant à nous, une fois de plus, dans un dialogue ouvert, en toute liberté d'expression, nous allons consulter notre seul maître, le peuple québécois. De cet échange d'idées, de cette consultation sortira, cette fois encore, un programme d'action qui recevra, j'en suis sûr, la ratification des électeurs. Car l'électorat sait que nous respectons nos promesses. Le programme de 1966 est presque entièrement passé dans nos lois. Le programme de 1966 c'est maintenant dans la législation qu'on le retrouve. Il est là à 90%. Il est dans le ministère de la Fonction publique. Il est dans le ministère de l'Immigration. Il est dans le Haut-Commissariat aux loisirs et aux sports. Il est dans les bureaux de l'Ombudsman. Il est dans le nouveau code du Travail. Il est dans les bénéficiaires de l'assurance-récolte. Il est dans le nouveau régime d'exploitation des Terres et Forêts. Il est dans la refonte du code des Cités et Villes, dans la création des communautés urbaines, dans la Société d'Habitation du Québec. Il est dans la Loterie du Québec.

Le programme de l'Union Nationale, la pensée de l'Union Nationale, on les retrouve dans le dégrèvement d'impôt des économiquement faibles, dans la mise en vigueur d'un plan rationnel d'allocations familiales, dans le remboursement aux cultivateurs de la moitié de la contribution à la caisse de retraite. Le programme de l'Union Nationale, il est passé dans les faits. Il est devenu réalité. Il inspire le nouveau ministère des Institutions financières, il est à la base de l'Assurance-dépôt. Il s'inscrit dans le programme d'assurance-santé qui entrera en vigueur le premier juillet 1970.

La philosophie de l'Union Nationale, on la retrouve partout dans les législations que nous avons fait adopter depuis quatre ans. Ces législations n'ont négligé aucun secteur de la population: ni les jeunes qui reçoivent notre effort maximum au niveau de l'éducation et des loisirs, ni les adultes à qui s'applique l'ensemble des législations sociales, ni les personnes âgées, pour qui nous avons construit des dizaines de centres d'hébergement modernes et accueillants.

Mais s'il est une classe de citoyens qui mérite toute notre sollicitude, c'est bien cette masse importante de travailleurs à la retraite, ces bâtisseurs du Québec qui souvent, encore en pleine santé et en possession de leurs moyens, sont condamnés par la rigueur de notre système de productivité à une pesante oisiveté.

A ceux-là je dis que le gouvernement de l'Union Nationale se préoccupe particulièrement de leur sort afin que les énergies disponibles et les compétences acquises ne demeurent pas improductives. Le ministère de la Famille et du Bien-être social étudie présentement cette question et se propose de demander un avis au Conseil supérieur de la Famille.

Conscients qu'à l'ère des fusées, le gouvernement ne peut plus marcher au pas, nous avons modernisé le système parlementaire, nous avons aboli le conseil législatif, nous avons généralisé la pratique des comités parlementaires. Épris de démocratie et de liberté, nous n'avons jamais hésité, au bénéfice de toute la population, à faire soumettre les politiques de nos régies et de nos commissions devant les comités parlementaires qui désiraient les entendre. Nous avons vécu la démocratie, nous avons gouverné en pleine lumière, tel que nous avons promis.

Si l'on a voulu donner à l'époque qui nous a précédés le nom de « Révolution tranquille », comment faudrait-il baptiser les quatre ans que nous venons de vivre? Révolution galopante, démocratie en marche? Je laisse le choix aux historiens. Mais ce que je sais, c'est que jamais, en si peu de temps, autant de lois, de bonnes lois, de lois conformes à l'évolution d'un peuple, n'auront été promulguées.

Plus encore. Non seulement je ne fais qu'effleurer nos réalisations en les comparant avec notre programme de 1966, quitte à revenir dans un instant sur le sujet de l'économie dont nos adversaires semblent vouloir faire leur cheval de bataille, mais encore, je puis affirmer que nous avons, au cours de ces courtes années, réussi dans des secteurs où nos prédécesseurs avaient lamentablement échoué. Je donne comme exemple le cas de SIDBEC.

Tapage publicitaire, projets, contre-projets, \$ 6 000 000 gaspillés en études de toutes sortes, montagne de paperasses, plans et programmes, voilà ce que fut pendant six ans l'œuvre véritable des libéraux et de leurs grands commis dans cette ébauche d'une aciérie québécoise qui ne vit jamais le jour. Quand nous avons pris le pouvoir, il n'y avait même pas d'aciérie sur le papier. Si l'État du Québec possède aujourd'hui une aciérie qui deviendra demain un complexe sidérurgique entièrement intégré traitant sur les rives du St-Laurent le minerai du Nouveau-Québec, c'est bien à l'Union Nationale qu'en revient le mérite. Savez-vous qu'il suffirait à bien des partis d'une seule réalisation comme celle-là pour se présenter le front haut devant les électeurs? Quelle autre province, au Canada, a donné à son peuple, sous le contrôle entier de l'État, une entreprise de cette envergure?

Et ce n'est pas tout. Par une décision prudemment calculée, dans des termes où le Québec détient toutes les garanties, nous avons ouvert à notre province les ressources hydro-électriques d'un territoire contesté et nous serons, au meilleur compte possible, les seuls bénéficiaires de la mise en valeur de Churchill Falls.

Et l'on nous accuse de négligence dans le développement de notre économie? S'il est un secteur où nous avons raison d'être fiers de notre œuvre, c'est bien celui-là. Au cours des années '50, nous avons mis en place les instruments de notre prospérité en accordant la priorité à l'éducation. Dès cette époque, nous avons préparé l'avenir en accélérant la formation de nos techniciens de façon à occuper sur le marché du travail les places qui nous revenaient. Ce sont ces jeunes ingénieurs, ces jeunes administrateurs, ces spécialistes qui dirigent aujourd'hui les entreprises québécoises, les grandes administrations, qui préparent les programmes d'expansion de l'Hydro-Québec, qui président aux destinées de Sidbec ou de Soquip.

Sûrs de posséder les compétences dont nous avons besoin, nous nous sommes lancés depuis quatre ans dans un programme audacieux de développement industriel. Nous avons multiplié les mesures propres à tonifier notre économie. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a fait, depuis quatre ans, une œuvre incomparable. Subventions à l'établissement de nouvelles entreprises, abattements fiscaux, incitation aux capitaux étrangers, missions commerciales chargées de faire connaître le Québec, ouverture de nouvelles délégations à l'étranger, tout cela rapporte en dividendes et en emplois. Certes nous savons qu'il y a une course permanente entre l'arrivée sur le marché du travail de

milliers de jeunes bien formés, prêts à prendre leurs responsabilités et la création d'emplois nouveaux. Cette course, nous devons continuellement la gagner et il en sera ainsi pour des décennies à venir. Ce n'est pas un phénomène passager. C'est pourquoi j'ai demandé et je demande encore à mes compatriotes québécois de prendre conscience de l'évolution formidable du Québec, de l'immensité de ses ressources et de la nécessité de mobiliser toutes leurs réserves intellectuelles et financières pour prendre place dans cette mise en valeur du territoire. Demain, je vous le dis, Québec sera l'une des plus grandes puissances industrielles du monde. Investir au Québec, c'est miser sur l'avenir, c'est jouer gagnant dans un siècle ou celui qui possède les richesses naturelles et les matières premières est promis à la plus grande prospérité. Or, ces richesses, ces matières premières nous les avons à profusion. Nous accueillons avec enthousiasme le capital étranger, nous lui promettons la sécurité, le profit. Mais il faudrait bien que les Québécois prennent conscience qu'ils ont un rôle important à jouer dans le développement économique de leur pays. Nous sommes là pour les aider. Nous avons établi l'Office du Crédit industriel, nous avons établi des centres de recherches, des complexes scientifiques, un conseil général de l'industrie, un office de planification et d'aménagement. Il nous appartient de nous en servir.

Qui viendra encore nous dire qu'il y a eu négligence au palier de l'économie? Faut-il être économiste pour ignorer que le Québec n'est pas responsable de l'inflation, que le Québec subit les mesures d'austérité qui engendrent la récession, que les provinces n'ont pas encore réussi à se faire entendre en matière de planification fiscale. Cette année, \$ 200 000 000 payés par des Québécois iront engraisser le surplus fédéral alors que l'argent se fait rare et qu'il nous faut emprunter à des taux exorbitants.

Qui va nous donner des leçons en économie? Les libéraux qui nous ont laissé une aciérie sur le papier, les libéraux qui prennent leurs ordres à Ottawa?

Que nos adversaires libéraux commencent donc par mettre de l'ordre dans leur propre maison avant de nous donner des conseils. Il faudrait tout de même savoir qui mène dans « ce parti: le nouveau chef ou l'ancien chef. À moins que ce ne soit Ottawa et les puissances d'argent. De toutes façons, le peuple du Québec n'a pas grand chose à faire dans cette galère. Où est-elle donc la place du peuple québécois dans l'affrontement qui s'annonce? Est-elle avec les libéraux qui se définissent comme les vassaux d'Ottawa? Est-elle avec le P.Q. qui fonce tête baissée vers l'aventure? Ou bien est-elle au sein de ce parti exclusivement dévoué aux intérêts du Québec, dans l'équilibre et la dignité et qui s'appelle l'Union Nationale? Entre l'aventure et la servitude s'ouvre toute grande la voie de la raison. Cette voie n'est pas un couloir. Elle est large et vaste comme la pensée québécoise. Elle ne frôle pas les précipices. Elle les évite. Elle ne court ni à l'aventure et au désastre, ni à l'abandon et à l'esclavage. Ce n'est ni la voie du renoncement ni la voie de l'intolérance. C'est la grande voie de la tradition québécoise de compréhension, de persévérance, de liberté. C'est la voie sur laquelle le Québec a progressé depuis des années, qui l'a conduit à une émancipation de plus en plus grande, à l'affirmation de son identité nationale dans le respect des droits des minorités.

Et je ne parlerai même pas de ceux qui, sans idée ni chef ni programme, veulent tenter de semer la confusion dans l'esprit des électeurs. Leur apparition chronique sur la scène

provinciale n'a jamais rien changé aux éléments du destin québécois. Mais, parce que l'Union Nationale offre toutes les garanties de stabilité, de dignité et de sécurité, parce que l'Union Nationale sera jugée sur ses œuvres, parce que l'Union Nationale offrira encore à la population du Québec un plan d'action concret et réaliste pour les années à venir, je vous dis, dès maintenant, que je suis sûr de notre victoire aux prochaines élections.

Votre participation enthousiaste à cette réunion en est une preuve supplémentaire. La lutte sera dure, implacable. Mais rien n'est plus faux que de s'imaginer que nous nous cacherons derrière un écran de fumée et que nous ferons notre campagne sur le dos d'Ottawa. Nous avons assez d'œuvres à montrer, nous avons assez de projets à entreprendre pour chercher de fausses querelles à qui que ce soit.

Mais personne ne nous empêchera de dire la vérité. La vérité elle est écrite, en noir sur blanc, dans le rapport du comité du régime fiscal dont nous venons d'obtenir la publication. La vérité, c'est que les déficits des provinces s'accumulent alors que le gouvernement central entasse des surplus. La vérité, c'est que toutes les provinces, et non seulement le Québec, et non seulement le gouvernement de l'Union Nationale, se sentent menacées par la politique centralisatrice d'Ottawa. Nous ne nous battons pas contre un homme ou contre un parti. Nous nous battons contre un système qui inquiète autant l'Ontario et la Colombie-Britannique que le Québec. Ce n'est pas une bataille électorale, c'est une bataille commune pour la survie des provinces.

And, in this respect, you are giving us additional proof by your enthusiastic participation in the present meeting. The fight will be a tough and relentless one. But do not be mistaken, we will not hide behind a smoke screen or conduct our electoral campaign on the back of Ottawa. We have a lot of realizations to show and enough projects to carry out that we will not have time to take on false quarrels with anybody else. But nobody will stop us from telling the truth.

And the truth is written, in black and white, in the recent report published by the Committee on the system of taxation. The truth is that the provinces are accumulating deficits while the Federal Government is piling up surpluses. The truth is that all the provinces and, not only Quebec, not only the Union Nationale Government, are being threatened by the centralizing policies of Ottawa. We will not fight against a man or against a party. We will fight against a system which is disturbing Ontario and British Columbia as much as Québec. This will not be an electoral battle but a common battle for the survival of the provinces.

J'ai confiance dans le jugement de mes concitoyens, les électeurs du Québec. Je les connais et je les sers, de mon mieux, depuis plus de 20 ans. J'ai donné à la politique, à mon parti, à mon Québec toute ma vie, tous mes efforts, tout mon cœur. Je sais qu'il reste encore un long chemin à parcourir pour que nous arrivions à assurer à tous nos concitoyens cette part de bonheur et de bien-être qui est l'unique ambition de nos efforts. Mais au moins que l'on sache qu'il n'est pas un parti qui soit à la fois plus apte et plus disposé à travailler à cet idéal que l'Union Nationale, le parti dont trois chefs sont morts à la tâche pour que vive leur patrie, notre Québec éternel.